

• Aout 2020 • Numéro 176 •

Torpeurs et Bouillonnements

**Edito : TORPEURS ET BOUILLONNEMENTS**

*Par Jean-Luc Gonneau, illustration par Jean-Pierre Evrard*

*Aout, le mois des torpeurs. Torpeurs indolentes des plages ou du Lubéron, retraite d’été des parisiens germanopratins, torpeurs vivifiantes des campagnes et montagnes, torpeurs subies par les habitants de ces lieux où le mot vacances est au mieux un rêve, au pire un renoncement. Toutes ces torpeurs, selon les cas, accentuées ou énervées par les protocoles engendrés par la pandémie en cours. Ces énervements viennent s’ajouter aux bouillonnements environnementaux, sociaux et politiques qui apparaissent ou demeurent encore sous-jacents aux quatre coins, foin de géométrie, de la planète. Car ça bouillonne dur, soit dans les corps sociaux les plus exposés aux catastrophes, qu’elles soient déjà subies ou bien menaçantes à court terme, soit dans les «hautes sphères» (foin de géométrie, on a dit) des classes dirigeantes.*

*Selon les lieux, selon les échelles sociales, une large majorité de la population vit ou sent venir une catastrophe, de Beyrouth à Hong-Kong, de São Paulo à Alger, de Bamako à Kiev et dans tant d’autres lieux. Si en Europe de l’Ouest, en Eurasie ou en Amérique du nord, les ébullitions demeurent en grande partie souterraines, on les sent présentes. En France, les grèves, les manifestations nombreuses de ces derniers semestres, le mouvement des gilets jaunes, inédit notamment par sa longue durée, ont témoigné, à juste titre, des inquiétudes et des colères d’une part importante de la population face à un gouvernement et sa majorité parlementaire favorisant outrageusement les intérêts des puissances financières et multipliant les paroles méprisantes envers les «gens qui ne sont rien».*

*Le développement de la pandémie a déclenché, de la part de la classe politique et de la plupart des medias inféodés ou non (si, si, il en demeure quelques uns) aux puissances financières, une avalanche de discours sur le thème « le jour d’après, rien ne sera plus comme avant». Thème idiot si on considère le long terme (car, à long terme, rien n’est jamais comme avant, c’est mieux ou c’est pire, ou les deux, en général les deux). Thème plus pertinent si on considère le court terme. Et c’est bien, comme souvent, sur le court terme, celui des échéances électorales et des cours de bourse, que réfléchit (si, si) la classe dirigeante, française, européenne, mondiale, même si, en partie, elle a conscience que la pérennité de sa prééminence peut être remise en cause si elle se contente de «court-termisme». Au niveau des plus ou moins grandes puissances, nous assistons, dans tous les domaines (en ce moment, la compétition sur la découverte d’un vaccin anti-Covid, gâchis de compétences qui gagneraient à être mutualisées, mais perspective de poule aux œufs d’or) à une concurrence qui ne se joue plus seulement sur la conception libérale classique, mais sur le renforcement des enjeux de puissance politique. Ceux-ci n’avaient jamais disparu, mais la quasi hégémonie américaine au niveau de l’économie mondiale donnaient aux Etats-Unis une posture d’à la fois juge et arbitre, admise, de plus ou moins bon gré, sur la scène internationale. Cette pax americana économico-politique est aujourd’hui remise en cause par la montée spectaculaire de la Chine, et par la restauration, même partielle, de la puissance russe. Tant la Chine que la Russie ne font grand cas du libéralisme occidental. D’autant que celui-ci est lui-même divisé entre partisans d’un repli (sélectif) sur les bases et les privilèges de leurs territoires (Trump, Bolsonaro, à un degré moindre Johnson) et libre-échangistes traditionnels (Merckel, Macron…).*

*Pour le vulgum pecus terrien, il n’y a de toutes façons rien à attendre des perspectives envisagées par les leaders des plus ou moins grandes puissances. Comme le dit Alastair Crooke (voir son texte sur notre site), ces perspectives se rejoignent en fait quant à leurs conséquences. Il s’agit d’un choix de Hobson, du nom d’un marchand de chevaux anglais du 17e siècle qui proposait à ses clients un choix «libre» entre le cheval dans la stalle la plus proche de la porte de l’écurie ou pas de cheval du tout. C’est bien d’une autre perspective dont la population du monde a besoin, et c’est la construction de cette perspective qui est le devoir de la gauche, que ce soit en France ou ailleurs. D’aucuns s’y essaient et l’un des plus stimulantes contributions nous paraît être celle de Frédéric Lordon dans son blog du Monde diplomatique La Pompe à phynances, que nous continuons à relayer sur notre site et notre gazette. Il demeure, ici, en France, la tâche est ardue, car aujourd’hui, comme eût dit le camarade Vladimir Oulianov, les conditions objectives ne sont pas réunies. Mais, comme le dit la sagesse populaire, l’espoir fait vivre.*



## Au sommaire de ce numéro

**Perspectives VII : « Transition dans la transition ».** Quelles perspectives pour la gauche au moment où une pandémie mondiale vient aggraver une situation écononomique qui connaît des déséquilibres plus qu’inquiétants au niveau mondial et où se multiplient les mouvements ou révoltes sociales. Economiste affuté et philosophe plutôt joyeux, **Frédéric Lordon**, dans son blog La Pompe à phynances (le Monde Diplomatique) s’est lancé dans l’aventure sous une forme feuilletonnesque, que nous relayons sur notre site. Retrouvez dans ce numéro le dernier épisode en date (avant le suivant). De la belle ouvrage, roborative et rigolote.

La croisée des chemins. Ancien agent secret britannique au Moyen orient ancien diplomate, Alastair Crooke est un analyste rompu aux dessous de la géopolitique. Il écrit «*Il y a des moments où, collectivement comme individuellement, nous, les humains, arrivons à une bifurcation sur la route. Nous pouvons rester indécis sur la direction à prendre pendant un certain temps, mais en fin de compte, nous devons choisir d’emprunter l’une des voies qui s’offrent à nous»*. La planète vit probablement un de ces moments, mais les choix sont pipés, démontre Mister Crooke. Illustration de Jancry

**Tribune : Municipales, et la suite**. Mathématicien, auteur de nombreux ouvrages soucieux de rendre les mathématiques plus abordables, musicien, militant formé naguère à l’OCI, soutien enthousiaste des campagnes électorales de Jean-Luc Mélenchon en 2012 et 2017, déçu depuis par ses incartades et les soubresauts ayant agité la France Insoumise, **Jean-Pierre Boudine** revient sur les résultats des élections municipales, en tire quelques leçons et des pistes pour l’avenir

**Providentielles.** Nous aimons bien le collectif Les Effronté.es. Féministe, oui, mais ouvert à tout le monde. Féministe, certes, mais prenant soin de relier entre elles les luttes émancipatrices. Co-fondatrice du collectif **Fatima Benomar** souligne le rôle joué par les femmes pour lutter contre la pandémie et plus généralement assurer les services à la personne pendant le confinement. Au-delà des discours émus, des médailles en chocolat, des maigres pourboires consentis par l’état et quelques entreprises, cela a-t-il changé la considération dont devraient bénéficier ces «héroïnes» d’un jour, vite ramenées, confinement terminé, à leurs conditions initiales, avec des « jours d’après » ressemblant furieusement aux jours d’avant.

Bonus : On parle beaucoup, pour les «jours d’après», de choix et d’alternatives. Mais à la Gauche Cactus, le sourire n’est jamais loin. En bonus, trois photomontages (deux issus du toujours délicieux Journal People de Benoist Magnat, un glané sur le net par Florence Bray) illustrant des choix, à plus ou moins long terme ou à plus ou moins longue distance.

**Perspectives VII : « Transition dans la transition »**

*Par Frédéric Lordon*

Reprenons**.** Le moment où l’on annonce l’effondrement-Covid du PIB n’est d’ailleurs pas le plus mal choisi pour ce faire. Car, en capitalisme, l’effondrement du PIB, toutes choses égales par ailleurs (et notamment les backstops [Les filets de sécurité] de l’État social, quand il en reste) vaut effondrement de l’emploi. Survenant sur une société déjà rongée de précarité et d’angoisse matérielle, c’est dire qu’on n’a encore rien vu. Même les imbéciles d’en-haut le savent : ça va très mal se passer. Le spectacle de la précarité va se donner à voir avec des intensités et une extension inouïes. Le spectacle de la précarité : le spectacle du capitalisme.

C’est que tout dans la crise Covid incrimine le capitalisme dans ses tendances les plus fondamentales. Et dessine en creux un paysage souhaitable, dont le principe directeur serait : relever les personnes de la précarité, en finir avec les angoisses de l’aléa économique, avec le tourment de l’incertitude, avec l’oppression de la question : «qu’est-ce qu’on va devenir ?». Il n’y a pas de réponse possible, il n’y a pas de repos possible dans le capitalisme, qui fait dépendre les existences matérielles de deux entités souveraines, mais tyranniques, et surtout portées au dernier degré de l’instabilité dans le régime néolibéral : *le marché* et *l’emploi*. Que la vie matérielle des gens soit accrochée à ces deux maîtres fous, c’est ce avec quoi il faut en finir. À la place de l’incertitude instituée, il faut mettre *la garantie économique générale*.

La garantie économique générale est un autre nom possible pour le «salaire à vie» de Bernard Friot — l’idée est à peu près aussi puissante que sa dénomination est malheureuse : sans être défavorablement prévenu, dans «*salaire à vie*», on entend surtout «*salaire*»… c’est-à-dire «*capitalisme*» [[1](http://www.elcorreo.eu.org/Perspectives-VII-Transition-dans-la-transition#nb5-1)]. Alors que l’intention de Friot est radicalement anticapitaliste puisqu’elle vise à libérer de la servitude capitaliste *par l’emploi* : c’est-à-dire par l’obligation d’aller «*vendre sa force de travail*», autrement dit d’aller se rouler par terre aux pieds d’un employeur (patron), qui lui-même se roule par terre aux pieds du «marché». Aussi, quand «le marché» plonge tête première, les refus s’en suivent en cascade. Ne plus dépendre de l’emploi, de l’employeur, et du marché pour vivre : voilà le cœur de la garantie économique générale opérée dans les dispositifs du «*salaire à vie*» de Friot. Il s’agit donc d’en explorer méthodiquement les propriétés, de cerner d’assez près ce qu’il est permis d’en espérer — et prudent de n’en pas. C’est-à-dire finalement d’en *figurer le paysage* : le monde de la garantie économique générale, à quoi ça ressemble ?

Nous savons déjà à quoi ça ne ressemble plus : l’emploi capitaliste, la propriété lucrative des moyens de production, le despotisme patronal et la réduction des producteurs à l’obéissance, la finance en toutes ses formes, la servitude pour dette. Ça fait tout de même un début de liste consistant — et la contrepartie d’autant de conquêtes. Assez souvent, dans l’élan, on veut enchaîner : le marché, l’argent. Or non.

La division du travail, le marché, l’argent

Pourquoi est-ce qu’ici ça résiste ? Le fantasme de «*l’abolition de l’argent*» repose sur deux idées fausses. La première prend la forme d’un syllogisme : l’argent, c’est la violence ; or il y a de la violence ; par conséquent, en supprimant l’argent, nous serons débarrassés de la violence. Mais «*l’argent*» n’est pas *par soi* la violence. La violence, en dernière analyse, c’est nous. La violence c’est celle de notre désir acquisitif, et l’argent n’en est que la forme sociale cristallisée et extériorisée. Supprimons l’argent… et la violence continuera de planer (comme l’esprit sur les eaux) en se cherchant de nouvelles formes, de nouveaux investissements — on peut être certain qu’elle s’en trouvera. On dira que le désir acquisitif, en tout cas le désir d’objets, n’a pas toujours été déchaîné au point où le capitalisme, et l’argent, l’ont porté. C’est exact. Au reste, il entre dans le projet communiste même de lui en faire rabattre, non par simple décret, mais d’abord par nécessité (la planète ne tiendra plus le choc très longtemps), ensuite par conséquence (on ne peut pas vouloir sortir du capitalisme et maintenir la consommation capitaliste), enfin par un travail général de la société sur elle-même s’engageant dans un autre imaginaire, c’est-à-dire explorant, et construisant, un autre régime de désir : de nouvelles manières de désirer, portées sur de nouveaux «*objets*».

La deuxième erreur est d’un tout autre genre : elle tient à la division du travail — de nouveau. Passé un certain niveau, depuis longtemps derrière nous, la division du travail impose l’échange monétaire pour effectuer ses complémentarités – au moins pour une part. Chaque producteur, ou disons plus généralement chaque apporteur de son activité, contribue au travail global divisé en même temps qu’il va en bénéficier : en acquérant dans sa masse les biens matériels qu’il ne saurait produire lui-même. Tel est le principe de la division du travail. Mais pourquoi, objecte-t-on parfois, cette transaction ne pourrait-elle pas se faire par des voies autres que monétaires et marchandes ? Rien ne l’interdit en effet a priori. *Se rendre des services*, par exemple (je te répare ta fuite, tu me débugues mon ordi), est une voie parfaitement praticable — et la complémentarité s’effectue sous le rapport social de l’amitié : c’est quand même mieux que sous celui de l’échange marchand monétarisé. On peut même envisager de l’étendre à l’échelle d’une communauté de réciprocité. Et c’est assurément un bien : il ne s’agit plus, à cette échelle, de rapports d’amitié à proprement parler (quoique), mais toujours d’échapper au rapport monétaire-marchand.

Tout ça est très bien. Mais très limité également. Et parfaitement incapable de recouvrir l’intégralité de la division du travail telle que nous continuons à l’envisager. Une entreprise qui fabrique des voitures, par exemple (si on veut vivre en se passant *complètement* de voiture, il va falloir l’annoncer, et ce sera un moment un peu délicat), ou des frigos (idem), bref des biens complexes, composés de choses elles-mêmes complexes, elles-mêmes composées etc., ne couvrira pas ses besoins par les voies de la réciprocité (même multilatéralisée), voire du troc (dont d’ailleurs on ne peut pas dire *stricto sensu* qu’il réalise une forme non-monétaire de l’échange). Comme l’ont remarqué (pour une fois à raison) les économistes depuis longtemps, la monnaie a pour prodigieux avantage de dispenser les agents qui échangent de réaliser «la double coïncidence des besoins», à savoir que moi, A, pour trouver ce dont j’ai besoin, non seulement je dois tomber sur un B qui l’ait mais qui, lui, se trouve au surplus avoir exactement besoin de ce que moi je peux lui céder. Il est bien évident qu’une contrainte si rigoureuse, et si improbablement satisfaite, ne peut soutenir que des échanges de biens/services à très courte portée, très loin de ce que nécessite une division du travail tant soit peu profonde — et la nôtre l’est passablement (infiniment) plus que «*tant soit peu*».

Par conséquent, si l’on est au clair quant aux reculs effectifs qu’on peut faire connaître à l’état présent de la division du travail, et plutôt quant à ceux au-delà desquels on ne pourra pas aller, l’échange marchand et la monnaie s’en suivent comme des choses avec lesquelles nous aurons encore à faire. Il est à craindre que ceux qui demandent bruyamment «*l’abolition de l’argent*» n’aient pas la moindre idée de ce que requiert la production de leur chaîne de vélo. Mais une butée n’est pas une impossibilité complète. Infliger des reculs significatifs à la division du travail, c’est-à-dire à l’éventail des biens produits, entre dans l’idée même d’une formation sociale communiste. Il reste que, même réduit, cet éventail n’en continuera pas moins à faire appel à des profondeurs de spécialisation qui requièrent le maintien de transactions monétarisées. Donc du «marché».

Mais que faut-il entendre exactement par «*le marché*» ? C’est que, comme «la finance», «le marché» est, tel quel, un terme très conceptuel, abstrait, susceptible de prendre une multiplicité de formes historiques particulières. Le concept du «marché» n’est nullement épuisé par la forme néolibérale que nous lui connaissons : concurrence déchaînée, pilotage exclusif par la logique de la valeur d’échange, elle-même intensifiée par l’empire des actionnaires, etc. Dans son concept, le marché vient comme le complément d’une division du travail étendue et comme lieu où des propositions privées viennent s’offrir à la validation sociale sous la forme monétaire. Bien sûr des validations sociales peuvent prendre des formes tout autres que monétaire – et se compter, par exemple, en «*like*» ou en «*RT*» (pour qui présente sa proposition privée sur les réseaux sociaux), en nombre de spectateurs, ou de lecteurs, en «*notoriété*», etc. Mais la forme monétaire est propre au marché comme instance de validation sociale d’un certain type de propositions privées - matérielles.

Propositions privées et planification

Encore faut-il ne pas se tromper sur ce que recouvrira désormais le mot «marché». Et surtout sur ce qu’il ne recouvrira plus. Car il n’est plus question que «le marché» reste ce qu’il est dans le capitalisme, à savoir l’instance de la validation sociale *en tant qu’elle conditionne la survie matérielle des agents*. Le salaire à vie, alias la garantie économique générale, est inconditionnellement fourni à chacun, au nom d’une redéfinition complète, radicale, anticapitaliste, de la valeur, de sorte que plus personne n’a, en vue de sa survie matérielle, à se soumettre à ce que Marx appelait «le saut périlleux de la marchandise». En d’autres termes, nul n’a plus à faire reconnaître (valider) sa production privée sur quelque marché pour trouver les moyens monétaires de sa reproduction matérielle : ces moyens lui sont fournis par le salaire à vie, financé par la cotisation générale. Sur ce qui reste du marché, on apporte donc sa production privée, non plus pour survivre soi-même – puisqu’on en a désormais les moyens *par ailleurs* —, mais pour participer à la production collective. Ce marché n’est plus un tribunal de la survie matérielle des individus : il n’est plus que l’opérateur de la division du travail collective.

Que ce marché ne soit plus qu’une sorte de plateforme de mise en rapport des producteurs autonomes, et soit défait pour eux de tout enjeu de survie matérielle, n’implique pas pour autant qu’il garde tout pouvoir sur la division du travail. Stathis Kouvelakis [fait remarquer](https://www.hors-serie.net/Dans-le-Texte/2020-07-11/Premieres-mesures-anticapitalistes-id406) que la possibilité de la proposition privée ne doit pas pour autant valoir licence de faire tout, n’importe quoi, et n’importe comment. Quoi produire - et quoi ne surtout plus produire - c’est la première des questions à se poser, c’est une question politique, et c’est elle qui gouvernera la dynamique des propositions privées. Au reste, l’architecture institutionnelle multiscalaire du système de caisses économiques, qui alloue les subventions (les avances), est par excellence l’outil du guidage de l’investissement, donc des orientations à faire prendre à la division du travail — ceux de ses secteurs à fermer, ceux à promouvoir, les innovations à accueillir, celles à rejeter (si, par exemple, enthousiasmé par la beauté du problème de mathématique et d’algorithmique, un collectif venait soumettre à la caisse économique un projet de type «reconnaissance faciale», on l’enverrait poliment se faire voir). Logiquement c’est l’étage supérieur du système de caisses économiques qui, au niveau national, déciderait des orientations les plus structurantes, les échelons régionaux puis locaux donnant à ces orientations leurs expressions opérationnelles et, pour le reste, effectuant à leurs propres niveaux leurs sélections autonomes des initiatives à soutenir.

Comme le fait remarquer Kouvelakis, la planification est en cette matière un outil de première importance. Ici, ce sont les travaux de Cédric Durand et Razmig Keucheyan qui servent de référence. L’échec de la planification soviétique ne condamne pas l’idée en principe, nous montrent-ils. Sans doute la manière dont le *Gosplan* a été conçu et pratiqué ne manquait-elle pas de tares rédhibitoires. Mais il lui a aussi manqué la capacité brute de collecte et de traitement des données. À l’évidence, sur ce front-là, on sait mieux faire aujourd’hui. Ça n’est donc pas pour rien que, succulente ironie, la planification est intensivement pratiquée comme outil de coordination interne par des entreprises aussi soviétoïdes que *WalMart* ou *Amazon*. Cependant, l’instrument ne commande pas univoquement ses usages : au lieu d’être employé à optimiser les livraisons en juste-à-temps et la servitude des esclaves d’entrepôts, il pourrait servir à la préparation et à l’exécution des décisions politiques, notamment celles qui tiennent aux orientations à donner à la division du travail, par exemple : évaluer les besoins déterminés par tel choix d’orientation, en organiser la formulation entre les divers étages du système des caisses économiques, etc.

Pourvu que la structure institutionnelle de ce système de caisses soit pleinement fédérale, les niveaux régionaux consistant en une représentation-délégation des niveaux locaux, et de même au fur et à mesure qu’on monte dans les «étages» jusqu’à l’instance nationale, les grands choix d’orientation seront autant que possible des décisions de l’entièreté du système des caisses, et non d’un sommet technocratique séparé renvoyant vers le bas ses instructions pour pure exécution. Il va sans dire, également, que le domaine d’activités couvert par la planification n’épuisera nullement le champ de la proposition privée, et que des collectifs soumissionneront aux caisses, porteurs de projets issus de leur seul désir, hors les cadres prescriptifs de la planification.

Le communisme, donc, n’est pas un monde qui abolit la proposition privée ou, pour le dire comme une demi-provocation, l’«initiative privée». Si des personnes, ou des associations de personnes, ont le désir de proposer leurs travaux à la validation sociale, elles le peuvent — sous réserve évidemment que cette production se fasse sans contredire les orientations politiquement établies par le système des caisses économiques, et conformément aux dispositions du droit telles qu’elles codifient les nouveaux rapports de production (propriété collective d’usage, souveraineté collective des producteurs). Que des gens, dans le cadre de la division du travail, aient envie de faire des choses, c’est en soi une excellente idée. Ce qui était odieux, dans le régime capitaliste de l’initiative privée, c’était d’abord qu’elle faisait n’importe quoi n’importe comment — n’importe quoi, c’est-à-dire, des saletés inutiles dont le seul critère était qu’elles se vendent ; n’importe comment, c’est-à-dire dans des quantités invraisemblables (les «*marchés mondiaux*»), sans le moindre égard pour leur trace écologique, ni du côté des matières premières, ni du côté des déchets, ni du côté de l’étirement dément des chaînes logistiques. Mais aussi, et peut-être surtout, dans les conditions de l’enrôlement salarial, alias *l’emploi*, avec tout ce qu’il autorise de coercition et de violences.

Transition dans la Transition

Cependant l’abolition de la logique de l’emploi, c’est-à-dire de la soumission pour sa propre subsistance aux tenanciers de la propriété lucrative, et la garantie économique générale qu’offre en lieu et place la logique communiste du «*salaire à vie*», ne vont pas sans poser quelques redoutables problèmes dès lors que nous reconnaissons la nécessité de maintenir des pans significatifs de l’actuelle division du travail. C’est qu’en effet, si le salaire à vie délivre de toute obligation d’aller s’insérer dans la division du travail sous l’impératif reproductif de l’emploi, et là où l’emploi le permettait (le dictait – donc sans aucun égard pour les préférences ou les désirs d’activité des individus), on ne peut pas faire l’hypothèse que toutes les places de la division du travail à pourvoir trouveront preneurs par une sorte d’harmonie spontanée, ajustant automatiquement les segments à occuper et les désirs d’activité des individus. La question se pose notamment de savoir comment pourvoir les places à faire tenir dont personne ne voudra, et qui seront vraisemblablement abandonnées par ceux qui y sont actuellement rivés par la seule coercition de l’emploi, du moment où ils en seront libérés par la garantie économique générale.

Ici, il faut le dire, il devra y avoir une transition dans la «Transition». Voilà pourquoi il fallait insister sur la désorganisation matérielle, l’inflation par effondrement de l’offre, les étals vides et la prolifération du marché noir comme les pires ennemis de la révolution. Au terme d’un travail sur elle-même, la société, face aux enjeux vitaux de la situation, peut se rendre à l’idée qu’elle doit impérativement modifier ses normes matérielles, accepter de les réduire considérablement, mais elle ne peut pas accepter la dislocation complète, ni de descendre en dessous d’un certain niveau de prestations matérielles qui continuent d’appeler une structure complexe de la division du travail (voir «**Problèmes de la transition**»), qui continuent d’appeler une structure complexe de la division du travail.. Dont les segments «**indispensables**» devront être pourvus.

Sans aucun mécanisme garantissant qu’ils le soient par le jeu spontané des désirs d’activité des individus, il faudra envisager une période transitoire (la petite transition dans la grande) qui «gèlera» temporairement les assignations présentes à ces segments «**indispensables**» de la division du travail. C’est notamment le cas quand ces segments appellent des compétences spécialisées, qu’on ne remplacera pas facilement si leurs occupants prennent le large — comme la garantie économique générale le leur permettrait formellement. Or la collectivité aura besoin qu’ils restent, au moins le temps qu’elle se réorganise et rende à chacun le plein exercice de sa liberté d’activité.

D’ailleurs, plutôt que le *plein* exercice, disons l’exercice *maximal*. Une forme de vie collective, par construction, et quelle que soit son échelle, impose à ses membres des sujétions. Ce sera donc le cas ici aussi. D’abord sur les postes spécialisés de la division du travail, que les détenteurs actuels devront continuer d’occuper un certain temps, fixation résiduelle qui aura au moins pour contrepartie immédiate la garantie économique générale (le salaire à vie tel qu’il relève absolument de l’aléa matériel et de ses inquiétudes) et la transformation profonde des rapports sociaux de production instaurée par la souveraineté des producteurs.

La transformation des méthodes de production également. Car le maintien à un assez haut niveau de la division social du travail n’est pas incompatible avec un mouvement de dé-division technique du travail dans les unités de production. Et ceci d’autant plus que le crible de la rentabilité financière a été aboli et qu’on peut se permettre d’expérimenter, quitte à y perdre en productivité si l’on y gagne en qualité de la vie au travail. On pense ici par exemple à l’expérience-pilote qu’avait menée Volvo dans son usine de Kalmar dans les années 80, en remodelant profondément les processus de production afin de briser la logique de la chaîne, en confiant à de petites équipes, bénéficiant de postes ergonomiques, le montage de A à Z d’une voiture : autonomie des équipes, polyvalence de leurs membres, fin de l’anomie du travail parcellisé et satisfaction de la «maîtrise complète» du produit. Evidemment l’expérience avait ses limites, à commencer par celle de son environnement capitaliste, qui rendit fatal qu’elle ne parvînt pas à convertir intégralement ses nouvelles méthodes en surplus de productivité - le juge de paix exclusif en capitalisme. Mais, ce juge déposé, tout un espace se rouvre pour explorer des organisations du travail alternatives qui rendent la contribution à la production collective moins pénible que l’enrôlement dans la valeur capitaliste.

Au total, il reste tout de même qu’il y a pour ces assignés de la (petite) transition une sujétion spéciale, imposée à certains, donc, au nom des nécessités de la division du travail, c’est-à-dire des intérêts de tous : il doit alors y avoir une contrepartie spéciale. Là où la collectivité impose des contraintes particulières, la collectivité doit compenser particulièrement. Dans son schéma initial, Friot envisage une hiérarchie du salaire à vie à quatre échelons (indexés sur un niveau de « qualification »). Il semble assez évident que toutes les personnes soumises à l’assignation transitoire devraient en retirer pour contrepartie l’obtention automatique du plus haut niveau de qualification, déterminant le plus haut niveau de salaire.

Mais la division du travail compte d’autres positions qui doivent être tenues nécessairement elles aussi, quoique sans requérir des compétences rendant leurs actuels détenteurs insubstituables. Ces postes non spécialisés qui, par définition, peuvent être tenus par tous (moyennant une formation minimale et courte) *devraient* par conséquent être tenus par tous : selon un tour de rôle. Car, pour le coup, il ne saurait être question de river aux «corvées» ceux à qui elles échoient présentement par le jeu de la relégation sociale. Ces tâches, auxquelles d’ailleurs il faudrait sans doute retirer l’appellation de «corvée», tant elles sont cruciales à la vie commune - l’épisode du confinement l’a assez montré -, reviennent à tous… précisément du fait qu’elles sont cruciales. On ne voit pas pourquoi un universitaire ou un médecin ne serait pas astreint un jour par semaine à ramasser les poubelles, tenir une caisse dans un magasin d’alimentation ou nettoyer les rues. Les antennes locales de la «caisse des salaires» pourraient être typiquement le lieu où se décide l’organisation de ce tour de rôle.

La garantie économique générale, qui affranchit l’individu de la double tyrannie de la valeur d’échange et de l’emploi capitaliste, qui ne fait plus dépendre sa reproduction matérielle de la validation sociale de ses propositions privées (la validation par le marché quand il est un producteur direct, ou la validation par le patron fournisseur d’emploi quand il est un salarié), cette garantie économique générale n’est donc pas pour autant le règne de «la liberté» sans limite. À vrai dire «la liberté sans limite» n’existe pas, à part dans les fictions de la pensée libérale, où la main invisible assure la mise en compatibilité de tous les plans privés autonomes d’offre et de demande, de production et de consommation, etc, évidemment au prix de masquer la double coercition de fer, celle de la valeur et celle de l’emploi, que cette belle histoire d’harmonie vient recouvrir. Si le discours de la transformation sociale doit se tenir à une vertu, c’est bien celle de dire les contraintes, les nécessités, ou bien les conditions pour faire varier le périmètre des nécessités (par exemple les conditions qui pèsent sur la modification de notre régime de désir si l’on veut faire varier les nécessités de la division du travail), bref une vertu de lucidité minimale, qui débusque l’illusion de l’harmonie sociale spontanée, sous la forme de la «main invisible» *ou sous une autre*, qu’elle ne manquera pas de se trouver tant sont puissants l’attracteur imaginaire de l’irénisme et les forces du déni.

Et ceci, bien sûr, sans oublier que le discours de la transformation sociale n’est pas qu’un discours de contrainte. Du reste, on ne fait pas lever de grandes adhésions avec simplement des représentations de la division du travail… Il faut d’autres choses : des images. Des images d’ouvertures, de possibilités, et de conquêtes. Et même : de luxe !

A suivre…

**La croisée des chemins**

*Par Alastair Crooke, illustration de Jancry*

Il y a des moments où, collectivement comme individuellement, nous, les humains, arrivons à une bifurcation sur la route. Nous pouvons rester indécis sur la direction à prendre pendant un certain temps, mais en fin de compte, nous devons choisir d’emprunter l’une des voies qui s’offrent à nous.

Nombreux sont ceux qui aujourd’hui ressentent le vide, un sentiment de changement imminent. Le coronavirus nous a fait prendre conscience des failles qui se manifestent dans tous les aspects de nos sociétés. Le sentiment que l’après-guerre – peut-être même le *Siècle des Lumières* en Europe – est arrivé à son terme, que ce dernier a en quelque sorte échoué. Certains souhaitent passionnément – voire un peu hystériquement – prolonger le présent familier : conserver les valeurs fondatrices des États-Unis. Mais beaucoup d’autres sont mécontents. Ils veulent que notre présent soit radicalement modifié (voire anéanti) – mais tous se demandent ce qui pourrait arriver ensuite.

Ce qui est déjà clair, c’est qu’il ne peut y avoir de «*retour à la normale*». Ce n’est plus possible. Il y a sur la table des propositions vraiment explosives, soit pour une utopie technologique matérielle (c’est-à-dire «*La Grande Réinitialisation*»), soit, venant des éveillés, pour une insurrection culturelle ascendante de type Gramsci visant à renverser le monde. (Cette dernière option n’est pas vraiment envisageable dans l’immédiat). D’autres semblent plus prêts à prendre les armes (du moins aux États-Unis), contre ces deux notions, pour poursuivre les vertus et l’identité de «*l’âge d’or*» de Trump : une lutte pour préserver l’éthique protestante traditionnelle.

Aujourd’hui, certaines élites occidentales tentent de mettre en place un «frein» à cette cascade de «désordres» qui émergent du mécontentement populaire et de l’effondrement structurel. Ces désordres, craignent-ils, alimentent le populisme et le sentiment nationaliste, et menacent donc la durabilité de leur «mythe» central – la notion d’une humanité mondiale fondée sur des «valeurs» communes, poursuivant un itinéraire vers un ordre et une gouvernance mondiaux basés sur la technologie. Ils voient le risque. Ils peuvent observer que «d’autres» valeurs, opposées à l’universalisme, sont issues de couches profondes de l’expérience et de l’histoire humaines. L’establishment les rejette purement et simplement en les qualifiant de «*populisme*». Mais, sous le palimpseste du populisme, nous sommes également témoins de valeurs anciennes et éternelles, qui reviennent sous une nouvelle forme féconde. La plupart des «*mécontents*» d’aujourd’hui ne connaîtront pas l’histoire des valeurs qu’ils épousent et ne s’intéresseront peut-être jamais sérieusement aux couches profondes de la pensée dans lesquelles ils vivent. Mais là n’est pas la question – des graines sont en train de germer dans notre psyché collective.

Ce qui fait du choix de la voie à suivre une telle source de tension, c’est qu’on nous dit sans cesse que ces deux voies sont radicalement différentes – même en guerre l’une contre l’autre ; alors qu’en réalité, elles partagent certaines caractéristiques essentielles. Elles ont une finalité similaire. Il n’y a pas ou peu de choix, sauf en ce qui concerne l’illusion politique dans laquelle chaque voie a été enfermée. Les deux voies sont ancrées dans un consensus exprimé très clairement par le Forum Économique Mondial, que le Président de «Davos», Klaus Schwab, a décrit comme la Quatrième Révolution Industrielle (4RI) : «La première révolution, qui a commencé dans les années 1700, a utilisé l’énergie de l’eau et de la vapeur pour mécaniser la production. La seconde, entre le XIXe siècle et la Première Guerre Mondiale, a progressé vers l’énergie électrique pour créer la production de masse de biens. La troisième a utilisé l’électronique et les technologies de l’information pour commencer à automatiser la production. La quatrième révolution cherche à s’appuyer sur la troisième, et est appelée révolution numérique». Schwab la décrit comme une «fusion des technologies» qui englobe les sphères physique, numérique et biologique. Les percées technologiques concerneront des domaines tels que l’intelligence artificielle, la robotique, les véhicules autonomes, l’impression 3D, la nanotechnologie, la biotechnologie, le stockage de l’énergie et l’informatique quantique.

Selon Schwab, le monde peut s’attendre à ce que la révolution soit une symbiose entre les micro-organismes, le corps humain, les produits que les gens consomment et les bâtiments que nous habitons. Le « futur » humain est donc appelé à converger avec les mondes numérique et biologique – et à en faire partie, prévoit la plateforme d’intelligence stratégique de Davos. Il s’agit là d’un «truc» très sérieux – une tentative de brouiller la frontière entre le robot et l’humain, tout comme la séparation entre le mâle et la femelle est devenue opaque.

Si la 4RI jouit d’une certaine acceptation au sein des élites occidentales (y compris au sein de l’équipe Trump), ce qui sépare ces dernières des véritables mondialistes, ce sont les add-ons : En 2014, Christine Lagarde (alors à la tête du FMI) a appelé à une «réinitialisation» de la politique monétaire (face aux «bulles qui se développent ici et là»), de l’environnement réglementaire du secteur financier et des réformes structurelles des économies mondiales pour faire face à la stagnation de la croissance et du chômage. L’année suivante, les Nations Unies ont défini l’Agenda 2030 et l’Accord de Paris sur le climat a été lancé. Et en 2016, le Forum Économique Mondial (FEM) s’est déroulé avec le récit de la 4RI (mise en place de plateformes d’experts pour faire avancer le projet). Puis, en juin de cette année, le FEM a lancé la Grande Réinitialisation. En bref, la «maison du nouvel ordre mondial» était construite de bas en haut, pour accomplir une course contre la souveraineté nationale, en l’érodant pièce par pièce, plutôt que par une attaque frontale (comme le journal CFR l’avait préconisé dès 1974). C’est cette course, et notamment aux Etats-Unis– qui est dans le collimateur des mondialistes.

Avec un chômage mondial en hausse suite au confinement dû au coronavirus, et avec les États-Unis en pleine «révolution culturelle», les mondialistes ont saisi l’occasion : La fusion des technologies de la 4RI, ainsi que les «réinitialisations complémentaires» climatiques et monétaires, ont été lancées le mois dernier dans le cadre de la «Grande Réinitialisation». Même l’accord sur le Fonds de Relance de l’UE (Covid) conclu la semaine dernière s’inscrit dans le cadre du plan de relance (comme l’a fait remarquer Ambrose Pritchard-Evans) : «L’importance est politique. Le fonds est un changement profond dans la structure et le caractère du projet européen. Pour la première fois, la Commission aura le pouvoir de lever des fonds importants sur les marchés des capitaux et de diriger l’affectation des dépenses, transformant ainsi cette étrange créature hybride en une institution encore plus extraordinaire. Où ailleurs dans le monde un seul organisme non élu a-t-il le « droit d’initiative » en matière de législation, et les pouvoirs exécutifs d’un proto-gouvernement, et les prérogatives de dépenses d’un parlement, le tout enveloppé dans un seul et même document ? C’est un cas de césaropapisme, à la limite du totalitarisme en termes constitutionnels, la plupart du temps sans contrôle parlementaire significatif… [et cela correspond à] un thème récurrent dans les innombrables sommets que j’ai couverts en tant que correspondant à Bruxelles. Ils ont toujours fait avancer l’agenda Monnet par le biais de la fraude, de précédents et de l’établissement des faits sur le terrain. Le consentement démocratique à cette érosion du contrôle national souverain était plus mince que les enthousiastes de l’UE ne se sont jamais souciés de l’admettre».

Oui, mais en accord total avec la pensée de Davos (Schwab à nouveau) : «Les entreprises n’auront d’autre choix que de s’adapter… Les gouvernements aussi doivent se transformer. S’ils peuvent acquérir de nouveaux pouvoirs technologiques pour «accroître leur contrôle sur les populations (sous la forme de systèmes de surveillance et de contrôle des infrastructures numériques), ils devront également suivre le rythme de l’évolution technologique». Cela va tout bouleverser. Il en résultera d’énormes tensions sociales. Néanmoins, «Prêts ou pas», prévient Schwab, «un nouveau monde est à nos portes».

Selon Schwab, la 4RI «conduira à un miracle du côté de l’offre, avec des gains d’efficacité et de productivité à long terme pour les entreprises». Le coût des affaires diminuera. Oui, il y aura peut-être moins d’oligarques PDG (résultant de la consolidation), mais ceux qui resteront incontestablement seront les nouveaux «élus», qui géreront le monde grâce à leurs outils numériques et l’intelligence artificielle. Mais que feront l’Europe ou les États-Unis des 20 ou 40% de la main-d’œuvre qui ne seront plus nécessaires (ou qui s’avéreront technologiquement inadéquats) dans ce nouveau monde robotisé ? Pas de problème, répond Schwab : les travailleurs licenciés bénéficieront de «leur filet de sécurité» (un revenu de base universel).

Alors, revenons à la question posée de savoir si cette «bifurcation» sur la route est une véritable bifurcation ? Eh bien, d’une part, les facteurs qui ont favorisé la guerre culturelle aux États-Unis (c’est-à-dire Big Philanthropy, Big Tech et la Silicon Valley) permettent en même temps Davos et l’initiative de la «Grande Réinitialisation». Ils ne font qu’un. En d’autres termes, ceux qui aident à démembrer la culture étasunienne travaillent en même temps à faire avancer le projet de centralisation de l’UE (qui, selon eux, devrait finalement réprimer la révolution de l’éveil par le biais d’un crédit social à grande échelle et d’un contrôle numérique des devises). Ce changement idéologique doit être absorbé : Big Philanthropy, Big Tech et les grands chefs d’entreprise sont avec les militants de «l’éveil» et de BLM, et les aident à s’autonomiser (certaines de ces fondations ont des ressources qui éclipsent celles des États). Mais ils sont aussi avec «Davos». C’est une Maison divisée contre elle-même, (mais dont le but est encore une fois de contourner Trump, et sa base souverainiste). La jeune génération de l’Éveil est prête à annuler l’identité culturelle des États-Unis telle qu’elle l’imagine (et comme Christopher Lasch l’avait prévu dans son livre « La Révolte des Élites », ces jeunes de plus de 20 ou 30 ans ont une vision sombre de la culture américaine) : «Une nation technologiquement arriérée, politiquement réactionnaire, répressive dans sa morale sexuelle, moyennement sourcilleuse dans ses goûts, suffisante et complaisante, terne et dépravée»).

Pourquoi alors les grands bailleurs de fonds et les grandes entreprises étasuniennes devraient-ils permettre un mouvement qui méprise les principes fondateurs US ? Pour dire les choses simplement : l’UE est le véhicule idéal pour construire une nouvelle oligarchie aristocratique de la 4RI. Une telle construction, en fait, a toujours été latente dans le projet de l’UE, comme l’a fait remarquer Ambrose Pritchard-Evans, alors que ce n’est pas le cas pour les États-Unis – comme l’imaginent ces facilitateurs de Davos. Les structures juridiques et culturelles des États-Unis sont contraires. Mais le corollaire de cette évaluation est évident : L’Europe est destinée, dans cette optique, à être le centre de la puissance occidentale. Et les États-Unis à ne plus l’être. Trump et d’autres membres de l’élite US, mais surtout les militaires, acceptent sans réserve que la 4RI soit le «changeur de jeu» mondial, mais ils sont condamnés à laisser la primauté US échapper à l’Europe – sans parler de la Chine. D’où la «guerre» de Trump avec Merkel (sur Nordstream 2), qu’il soupçonne probablement de vouloir être le nouvel émir de l’Occident. Cela explique aussi que Trump ait ciblé le Parti Communiste Chinois.

Les États-Unis peuvent faire l’une des deux choses suivantes : ils peuvent tenter de devancer la Chine sur l’IA et le big data, ou travailler en coopération avec elle. Apparemment, Trump veut que les États-Unis dépassent la Chine et présentent cet objectif comme la plate-forme électorale de novembre : Gagner la guerre commerciale contre la Chine. Mais pour réussir, il doit perturber à la fois la Chine et l’UE. Et si la Chine et l’UE commençaient à s’entendre ? La primauté géopolitique – dans ce récit – reposera sur celui qui contrôle les normes technologiques et les règles d’octroi de licences, au cours des prochaines décennies.

Le petit secret quelque peu sale de ce plan est que, si les États-Unis réussissaient à s’emparer des sommets de *Big Tech*, cela ne résoudrait toujours pas la question de savoir que faire des 20% des Etasuniens qui perdront leur emploi à cause de l’automatisation et de la robotisation. Nombre d’entre eux seront des *cols bleus* partisans de Trump. Gagner la «guerre de la technologie» ne ramènera pas ces emplois perdus au pays. Au contraire, l’automatisation envisagée dans la 4RI en «supprimera» encore plus.

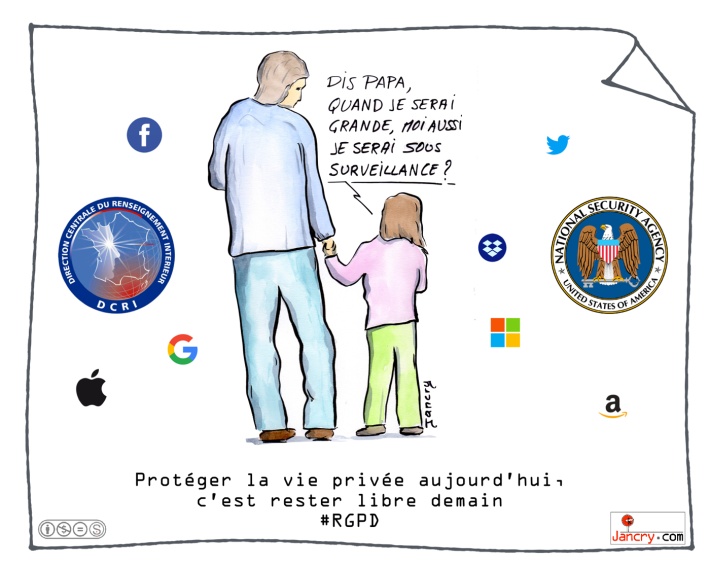
En résumé, les deux voies, celle de Trump et celle du mondialisme, mènent toutes deux à un féodalisme *soft-tech* – chômage et contrôles sociaux : [un choix d’Hobson](https://fr.qwe.wiki/wiki/Hobson%27s_choice). Mais avec Trump, espèrent ses partisans, les États-Unis resteraient le numéro un mondial et conserveraient une certaine éthique chrétienne (telle que la centralité de la famille) ; mais d’autres vertus «libérales» primordiales telles que l’indépendance solide, la liberté et le mépris du contrôle gouvernemental centralisé devraient être sacrifiées à la bête affamée de l’industrie robotisée. Un aperçu des pratiques de travail actuelles chez Amazon en donne un avant-goût.

Le célèbre essai de Francis Fukuyama sur la fin de l’histoire «est habituellement lu comme l’apologie du capitalisme rampant et des interventions anglo-américaines au Moyen-Orient», mais ce serait une erreur, note Gavin Jacobson. Au contraire, Fukuyama – largement considéré comme l’apôtre prêchant l’arrivée du Nouvel Ordre Mondial dirigé par les Américains – n’a pas crié Hosanna ! au NOM (comme on le suppose souvent). Au contraire : il a dit que cela pourrait conduire à une révolte populaire. En effet, l’avenir, écrit Fukuyama, risque de devenir une «vie d’esclavage sans maître», un monde de putréfaction civique et de torpeur culturelle, exfolié de toute contingence et complication. Les «derniers hommes» seraient réduits à l’Homo Economicus, «guidés uniquement par les rituels de consommation, et dépouillés des vertus animatrices et des pulsions héroïques qui propulsent l’histoire». Fukuyama a averti que les gens accepteraient cet état de fait, ou, plus probablement, se révolteraient contre l’ennui de leur propre existence. Les «grandes visions» précédentes (comme l’industrialisation soviétique) se sont pour la plupart mal terminées.

Il se trouve que nous connaissons quelques détails sur l’initiation chez les Grecs de l’Antiquité, en particulier chez les Grecs du sud de l’Italie. Et le détail le plus célèbre est peut-être le fait qu’après avoir fait leur voyage dans le monde souterrain, les initiés étaient confrontés à un choix entre deux voies. Pour être plus précis, ils arrivaient à la fameuse bifurcation, où une décision majeure attendait d’être prise quant à la voie à suivre. L’un d’eux est le chemin que seul l’initié (qui est maintenant «conscient») est capable de suivre : il mène à la Vie – la vraie vie. L’autre est le chemin de l’oubli, d’une descente vers le sommeil et finalement vers la torpeur, comme un monde à la «Walking Dead». La connaissance sur ces chemins était habituellement maintenue comme un mystère. Les détails étaient cachés dans les énigmes de l’initiation. Mais ces dernières avaient toutes pour but de suggérer aux initiés une réalité très différente de celle qu’ils considéraient comme acquise. Et l’indice de «celui» auquel les anciens faisaient allusion est un chemin menant à la vie, plutôt qu’un chemin nous obligeant à chasser une «réalité» illusoire – qu’il s’agisse du mythe irrésistible d’une prospérité sans fin, fondée sur l’endettement, ou d’un techno-futur universel orwellien. Ces deux artifices sont puissants, à leur manière.

Il ne s’agit cependant pas de savoir quel artifice est plus, ou moins proche, du réel que les autres. Le fait est que vous ne pouvez pas approcher, ni atteindre le réel de cette manière. Ce n’est pas un «chemin». Ce ne sont que deux illusions, deux «réalités» illusoires parmi tant d’autres. Il n’y a pas de «nouveau monde» Schwabien – «prêts ou non» – sur le point de s’abattre sur nous. Juste, peut-être, une autre façon d’être humain, au milieu des outils numériques. «*L’autre voie*» – une voie moins mentionnée – est un retour à la simplicité. Et à la recherche d’une «*souveraineté*» intérieure.

*Article paru sur le site de la* [*Strategic Culture Foundation*](https://www.strategic-culture.org)



**Tribune : Municipales, et la suite**.

*Par Jean-Pierre Boudine*

Selon moi, les résultats des élections municipales portent quelques leçons de la plus haute importance. Pour le dire d’abord en peu de mots : le succès des listes qui ont porté, d’une manière ou d’une autre, le triptyque : «Urgence sociale, urgence écologique, urgence démocratique», ouvre la voie possible à d’autres grands succès.

On peut minorer l’importance de ces résultats de plusieurs manières, la première étant l’importance de l’abstention. Jean-Luc Mélenchon a comparé la signification politique de l’abstention à celle du retrait de la Plèbe romaine sur l’Aventin lorsque, voici vingt cinq siècles, au cours d’une guerre (contre les Volsques), les gens du peuple retirent leur soutien aux riches et s’exilent volontairement hors des remparts. Ce rapprochement prête à sourire ! L’abstention peut difficilement passer pour une action volontaire et significative, contrairement au boycott. D’une part, les analystes attribuent ce haut niveau d’abstention à la peur de l’épidémie (de la même façon, il y a eu beaucoup moins d’embouteillages que d’habitude début juillet au moment du départ en vacances), d’autre part, dans la mesure où une partie de l’abstention pourrait avoir une signification politique, l’hypothèse la plus naturelle au vu des résultats conduit à penser que les électeurs qui auraient pu voter pour les candidats macroniens n’ont pas jugé urgent de se déplacer. Cela ne contredit pas, mais confirme les leçons du scrutin.

Une autre réserve que l’on peut entendre concerne les limites, les ambiguïtés des programmes des listes et de la confiance qu’on peut leur accorder. À cela je réponds : «Vous espériez quoi ?». Ce qui a surgi dans ces élections, par exemple à Marseille, est tout à fait nouveau. On savait à quoi s’attendre (ou on aurait dû), quand on votait PCF en 1960, ou PS en 1990. Ce n’est pas le cas pour le phénomène actuel, il faut s’en accommoder car c’est précisément ce qui fait son importance.

Je me permets ici deux remarques concernant l’article de Jean-Luc Gonneau sur ces élections. D’une part, je ne reprends pas les mots «cuisine électorale», qui sont dépréciatifs, parce que je pense qu’en France et de nos jours, une victoire électorale est un passage obligé pour aller dans le sens des aspirations des masses populaires. Je prétends que les mouvements sociaux, si larges et profonds soient-ils, peuvent tout au plus ralentir ou reporter les offensives du camp de l’argent. La situation sera différente si une équipe portant les aspirations populaires arrive aux affaires. En défense, contre les offensives furieuses du Capital, la lutte des classes aura un rôle décisif : c’est ce qui a manqué en 1983 lors du «tournant de la rigueur».

D’autre part, je ne partage pas l’idée que la France Insoumise aurait eu, lors de ces élections, telle ou telle politique. Sans statuts, sans congrès, sans dirigeants élus, la FI n’a, en tant que mouvement, aucune espèce de politique. Le pauvre Adrien Quatennens (capable et talentueux) n’a aucun moyen d’impulser une orientation, Jean-Luc Mélenchon ayant, en diverses occasions, pris des options politiques (très ouvertes ou très fermées) opposées.

Il faut souligner que la formule gagnante (réalisée suivant les cas de diverses manières) des listes «des trois urgences» a été l’agglomération de militants du PCF, de la FI, des Verts, de quelques restes du PS avec des assemblées populaires, le tout, le plus souvent, contre la direction EELV et contre Mélenchon. Ce dernier, par exemple, était opposé à la constitution du Printemps Marseillais, et s’y est rallié au second tour du bout des lèvres. Quand à Rubirola, elle a été «suspendue» de son parti, EELV…

Je conclus, pour ne pas être trop long. Si la gauche parvenait aux affaires, elle aurait devant elle des travaux d’Hercule. Il faut un grand plan de ré industrialisation dans une perspective écologique et de mutation énergétique. Il faut un grand plan de re définition de l’Agriculture, de la Pêche et de l’élevage avec les mêmes impératifs. Un plan pour la gestion de l’eau, l’assainissement des fleuves, des rivières, des littoraux, la gestion des forêts. Un grand plan logement. Ce sont là de grands travaux qui créeront des millions d’emplois mais nécessiteront d’immenses plans de formations. Il faut une grande réforme fiscale (pour laquelle un homme comme Thomas Piketty parait incontournable). Une grande réforme de l’état qui coûte beaucoup trop cher. Une réorientation de l’Armée exclusivement vers la défense (nous n’avons rien à faire au Mali), et la fin des ventes d’armes aux régimes criminels. Et par-dessus tout une réforme constitutionnelle faisant une place décisive aux Assemblées Populaires.

C’est beaucoup. Mais en toutes choses il faut considérer la notion de masse critique. Faire décoller une fusée pour l’envoyer dans l’espace, de manière à ce que son accélération dépasse 11km/s^2, c’est difficile et coûte cher. Mais à 10km/s^2, la fusée ne quittera pas l’attraction terrestre, et en dessous de 7km/s^2, elle va inéluctablement retomber. Les tâches d’un gouvernement de gauche doivent être discutées ainsi : le minimum pour ne pas être certain d’échouer. Aucun militant sérieux des «trois urgences» ne peut mettre en doute cette liste de tâches.

Le point suivant concerne la thèse de mon essai (1) : on ne peut pas, comme en 2012 ou en 2017, jouer naïvement le rôle que la cinquième République veut nous faire jouer : dégoter un génial Tribun et le suivre en masse. Ce procédé ne peut que reproduire la monarchie présidentielle et de ce fait, empêcher la mobilisation de ceux qui veulent tourner cette page : pensons aux Assemblées de Gilets Jaunes, et aux Assemblées des Assemblées. Selon moi, telle est la leçon des municipales, en particulier pour 2022. Il ne faut pas chercher un grand homme, mais constituer une équipe avec des hommes politiques de tous bords (Piolle, Ruffin, Quatennens, Roussel, Buffet, Maurel, Poutou…) et des personnalités (Piketty, Todd…) mettre cette équipe en avant et ne donner «Le nom pour le bulletin et pour le second tour» que comme un élément presque secondaire. Cette équipe s’activera sur tout le territoire non pas tellement en meetings qu’en interventions dans des Assemblées Populaires. Elle devra faire reculer l’abstention et le vote RN. Je ne dis pas que ce soit facile à faire, en particulier pour gérer la presse. Mais en réalité, c’est déjà dans l’air du temps.

*(1) A paraître aux Editions A plus d’un titre : …Ni tribuns.*

*(Ndlr : le terme cuisine électorale devrait être rehaussé : un bon repas nécessite un bon cuisinier sachant marier des éléments différents pour les sublimer, une bonne campagne électorale nécessite le même genre de compétence avec des individus aux parcours différents. Par ailleurs, il est sans doute vrai que la France insoumise, intérieurement consciente de son état de faiblesse face à cette échéance, a du se résoudre à «faire avec». Absence de politique, ou contingence du moment ? Comme disait opportunément le regretté philosophe contemporain Jean-Luc Delarue, ça se discute.)*

Providentielles

*Par Fatima Benomar*

Elles ont dû travailler en pleine période de confinement, dans le milieu hospitalier, les Ehpad, les commerces alimentaires, infirmières, aides à domicile, auxiliaires de vie, caissières, vendeuses, personnel de nettoyage des immeubles, des hypermarchés... avec quelles protections ? Envoyées à la guerre sans armes. Devant se déplacer dans des transports réduits, sans droit au retard. On s'empresse d'en faire des héroïnes symboliques pour éluder d'y voir des travailleuses privées de réelle sécurité économique.

C'est pourtant sur elles que l’Etat providence s'est reposé pour rendre possible la parenthèse du confinement. Le risque est aujourd'hui évident que rien ne change, mis à part quelques primes exceptionnelles accordées au personnel soignant et au personnel des Ehpad pour solder les comptes de la reconnaissance nationale.

Quid d'une reconnaissance profonde et pérenne de celles qui sont en charge des soins aux personnes âgées, de l'aide à domicile, du nettoyage ? Comment réparer l'injustice qui leur est faite, qui les maintient dans la pauvreté ? Quid des millions de femmes cantonnées dans les emplois informels qui s'occupent de nos enfants ou font le ménage chez nous via des agences, ou pas ?

Nous n'avons pu marcher ce premier mai (ça fait quelques années que nous sommes d'ailleurs empêché-es de manifester normalement le 1er mai) dans un contexte de pandémie qui a quelque part parlé pour le camp des travailleur-ses. La division sexuelle et raciste du travail a enfin crevé les yeux de ceux qui ne voulaient pas la voir. Dans le monde, des milliers de travailleuses domestiques ont été licenciées sans compensation. Au foyer, le patriarcat s'est déchargé sur les femmes des tâches domestiques pour lesquelles il n'y a ni rémunération ni limite horaire.

La vérité est que le gouvernement n'a pas intérêt à reconnaître ces métiers où le droit du travail est le plus faible ou le plus bafoué, car les visibiliser, reconnaitre leur pénibilité, admettre leur utilité, les valoriser, c'est devoir mettre la main à la poche et légiférer pour que ces travailleuses ne soient plus soumises au temps partiel imposé, aux petits salaires, aux réformes de "flexibilité" que dénoncent leurs grèves dures et longues, ignorées en piquets, réprimées en manifestation, pour obtenir des contrats stables : loi Macron de 2015, loi El Khomri de 2016, ordonnances Macron en 2017, politiques d’austérité qui diminuent les dépenses de l'État qui les emploie dans les collectivités territoriales, les renvoyant aux affres de la sous-traitance dans des entreprises privées peu scrupuleuses de leur bien-être au travail.

Les médailles, les hommages, les primes exceptionnelles, les applaudissements ne suffiront pas à contrecarrer la loi de la jungle qui sévit dans la grande distribution ou dans le secteur du nettoyage. Seule l’augmentation immédiate de leurs salaires et l’amélioration de leurs conditions de travail pourra reconnaitre ce travail qu'on a trouvé si nécessaire et utile à tou-tes.

Les reconnaitre, c'est aussi les entendre. Comment ignorer l’omniprésence des invités et experts masculins sur tous les plateaux, matinales et Unes qui ont défilé pendant le confinement, ne donnant tribune qu'à une partie des porte-parolats de la société ? La crise sanitaire n’a pas été commentée du point de vue de celles et ceux qui l'ont le plus subi. On nous a privé.es de ces récits, de ces points de vue, de ces pistes de solution dans les débats aux heures de grande écoute, alors qu'elles ont tant à dire sur les sujets sanitaires et les questions économiques. Sans oublier que les médias jouent un rôle indéniable de légitimation d'une parole, de reconnaissance, voire de propulsion de carrière et d'opportunités offertes

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers**Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Bonus : Les dilemmes du choix, glanés sur le Journal People de Benoist Magnat (1,2) et sur le net par Florence Bray (3)

1 2 3



Elles/ils écrivent/dessinent dans La Gauche Cactus :

David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Fatima Benomar, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Florence Bray, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Alastair Crooke, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Virginie Despentes, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Jean-Pierre Evard, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, Geneviève Fraisse, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rui Poças, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, José Sanchez, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Pierre Thomas, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, José Vala, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…

*\*Hélas décédé-es*

## Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :

Paul Alliès, René Assandri, Bansky, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Goutal, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Jancry, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Pierre Thomas, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …

## Elles/ils ont participé aux cafés-débats de la Gauche Cactus :

Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira…

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !